

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
DÉPARTEMENT DE VAUCLUSE

COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION
VENTOUX-COMTAT VENAISSIN
84200 CARPENTRAS

L'an deux mille vingt-trois et le trois avril, le conseil de communauté, régulièrement convoqué par sa Présidente dans les délais légaux, a été appelé à délibérer sur les questions suivantes.

EXTRAIT DU REGISTRE
DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL DE
COMMUNAUTÉ

SÉANCE DU
3 avril 2023

Date de convocation : 28 mars 2023

Mise en ligne le : 28 mars 2023

Nombre de conseillers : 60

Nombre de présents : 45

Nombre de votants : 53

Nombre d'absents : 7

PRÉSENTS : **Aubignan :** Siegfried BIELLE - Laurence BADEI - Frédéric FRIZET - Marie THOMAS de MALEVILLE **Beaumes-de-Venise :** Jérôme BOULETIN **Bédoin :** Alain CONSTANT - Dominique VISSECQ **Caromb :** Valérie MICHELIER - Olivier METZGER **Carpentras :** Serge ANDRIEU - Yvette GUIOU - Michel BLANCHARD - Jacqueline BOUYAC - Franck DUPAS - Jaouad ZIATI - Alain BELHOMME - Bernard BOSSAN - Joël BOTREAU - Jean-François SENAC - Bertrand de LA CHESNAIS - Christiane MORIN-FAVROT - Catherine RIMBERT - Jean-Marc ISSARTIER **Crillon le Brave :** Guy GIRARD **Flassan :** Michel JOUVE **Lafare :** Philippe SOARD **La Roque Alric :** José LINHARES **La Roque sur Pernes :** Philippe DELEBECQUE **Le Barroux :** Bernard MONNET **Le Beaucet :** François ILLE **Loriol du Comtat :** Gérard BORGIO - Brigitte MATHIEU **Malaucène :** Frédéric TENON - Chantal MOCZADLO **Mazan :** Louis BONNET - Joséphine AUDRIN - Georges MICHEL - Bruno GANDON **Modène :** Norbert LEPATRE **Saint Didier :** Gilles VÈVE **Saint Pierre de Vassols :** Sandrine RAYMOND **Saint Hippolyte le Graveyron :** André AIELLO **Suzette :** Jean-Alain MAZAS suppléant de : Patricia OLIVERO **Vacqueyras :** Philippe BOUTEILLER **Venasque :** Dominique PLANCHER.

EXCUSÉS AYANT DONNÉ PROCURATION : Alain BREMOND à Alain CONSTANT - Caroline BALAS à Yvette GUIOU - Laurence BOSSERAI à Serge ANDRIEU - Jean-Pierre CAVIN à Bernard BOSSAN - Véronique MENCARELLI à Franck DUPAS - Pierre BOURDELLES à Catherine RIMBERT - Claude MELQUIOR à Gilles VÈVE - Michel MEFFRE à Jérôme BOULETIN.

ABSENTS EXCUSÉS : Céline ALLIES-CORTEGGIANI - Victorine SURTEL - Pauline DREANO - Anne-Marie BARDET - Patrice FLAGEAT - Audrey FRANQUET - Alexandre KORMANYOS.

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Gérard BORGIO.

Conseil communautaire du 3 avril 2023

Délibération n°58-23

Objet : Actualisation des délégations d'attributions du conseil à la présidente

Conseil communautaire du 3 avril 2023

Délibération n°58-23

Objet : Actualisation des délégations d'attributions du conseil à la présidente

Le conseil communautaire,

Vu les articles L5211-9 et L.5211-10 du code général des collectivités territoriales,

Considérant que pour une administration plus rapide et plus efficace des affaires de la CoVe et des politiques publiques autorisées et budgétées par le conseil communautaire, il est opportun que celui-ci délègue à la présidente un certain nombre d'attributions, jusqu'à la fin de la mandature,

Vu la délibération n°69-22 du 4 avril 2022, portant délégation d'attributions du conseil communautaire à la présidente,

Considérant qu'il est opportun d'ajouter aux matières précédemment déléguées, le pouvoir de conclure et signer toute convention ayant pour objet l'établissement de servitudes sur des parcelles appartenant à des tiers (sous l'alinéa 27),

Après en avoir délibéré par un vote à l'unanimité des suffrages exprimés,

Décide

Article 1 : D'ACTUALISER comme suit la délégation d'attributions à la présidente de la CoVe, dans les matières suivantes :

Administration générale

1. Fixer, actualiser et modifier les règlements intérieurs des équipements et des services communautaires.
2. Conclure les conventions de mise à disposition de personnel ou de services entre la CoVe et ses communes membres ou les établissements publics émanant de la CoVe, dès lors que le conseil communautaire en a approuvé le principe.
3. Conclure les conventions entre la CoVe et le Centre National de la Fonction Publique Territoriale ou le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de Vaucluse et de manière générale avec tout organisme de formation.
4. Conclure toutes conventions nécessaires au fonctionnement des services de la CoVe s'effectuant à titre gratuit et n'emportant aucune incidence financière, telles que les conventions de partage d'informations et d'utilisation de données.
5. Autoriser, au nom de la CoVe, le renouvellement de l'adhésion aux associations et instances dont elle est membre.

Finances

6. Procéder, dans les limites fixées par le conseil communautaire dans le budget, à la réalisation des emprunts destinés au financement des investissements prévus par le budget et passer à cet effet les actes nécessaires.

Le conseil communautaire donne délégation à la présidente, pendant toute la durée de son mandat et dans les conditions et limites ci-après définies, pour réaliser les opérations financières utiles à la gestion des emprunts et passer à cet effet les actes nécessaires, lorsque ces opérations ou actes n'emportent pas de conséquences de nature budgétaire, c'est à dire lorsqu'ils ne nécessitent pas l'ouverture de crédits supplémentaires qui ne seraient pas prévus par le budget.

Au titre de la délégation, la présidente pourra :

A - procéder au remboursement anticipé des emprunts en cours, avec ou sans indemnité compensatrice selon les termes convenus avec l'établissement prêteur, et contracter éventuellement tout contrat de prêt de substitution pour refinancer les capitaux restant dûs et, le cas échéant, les indemnités compensatrices,

- Plus généralement décider de toutes opérations financières utiles à la gestion des emprunts,

B - procéder à des opérations de couverture des risques de taux et de change permettant une amélioration de la gestion des emprunts.

Ces opérations comprennent notamment la conclusion de contrats :

- d'échange de taux d'intérêt (swap),
- d'échange de devises,
- d'accord de taux futur (FRA),
- de garanties de taux plafond (CAP),
- de garantie de taux plancher (FLOOR),
- de garantie de taux plafond et de taux plancher (COLLAR),
- de terme contre terme (FORWARD/FORWARD),
- d'options sur taux d'intérêt,
- et de toutes opérations de marché (opérations de marché dérivées et opérations structurées).

Les opérations de couverture des risques de taux et de change devront toujours être adossées à des emprunts réalisés ou à réaliser.

La durée des contrats de couverture des risques de taux et de change ne pourra excéder la durée résiduelle des emprunts auxquels ils sont adossés.

Le montant des contrats de couverture des risques de taux et de change ne pourra excéder le capital restant dû des emprunts auxquels ils sont adossés.

En conséquence, la présidente est autorisée à :

- lancer des consultations auprès de plusieurs établissements financiers dont la compétence est reconnue pour ce type d'opérations,
- retenir les meilleures offres au regard des possibilités que présente le marché à un instant donné, du gain financier espéré et des primes et commissions à verser,
- passer les ordres pour effectuer l'opération arrêtée,
- le cas échéant, résilier l'opération arrêtée,
- signer les contrats de couverture des risques de taux et de change répondant aux conditions de la délégation.

Il est rappelé qu'en application de la loi, cette délégation en matière d'emprunts prend fin dès l'ouverture de la campagne électorale pour le renouvellement des conseils municipaux et communautaires.

7. Décider de déroger à l'obligation de placement auprès de l'Etat des fonds mentionnés à l'article L.1618-2-I du Code Général des Collectivités Territoriales et décider du placement de ces fonds conformément aux dispositions de l'article L.1618-2-II du même Code.
8. Réaliser des lignes de trésorerie dans la limite d'un montant maximum de 3 000 000€
9. Demander des subventions auprès des organismes extérieurs pour le financement des actions et des projets de la CoVe.
10. Décider des conventionnements avec les éco-organismes œuvrant dans le domaine des déchets et de l'environnement.
11. Accepter les fonds de concours.
12. Attribuer des subventions aux particuliers dans le cadre de programmes validés par le conseil communautaire, dans la mesure où les crédits de paiement sont inscrits au budget.
13. Créer, modifier ou supprimer les régies comptables nécessaires au fonctionnement des services de la CoVe.
14. Autoriser des mandats spéciaux que les membres du conseil peuvent être amenés à exercer dans le cadre de leurs fonctions, ainsi que le remboursement des frais afférents.
15. Conclure ou signer des contrats ou conventions que la CoVe peut être amenée à passer avec des compagnies de transport, des établissements d'hôtellerie ou de restauration, des agences de voyages et d'autres prestataires de service pour l'organisation des déplacements des conseillers communautaires élus de la CoVe, des agents de la CoVe et des personnalités extérieures invitées par la CoVe à participer au déplacement.

Commande publique

16. Prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres ainsi que toute décision relative à leur modification ou concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget.
17. Prendre toute décision concernant l'adhésion, la constitution, la mise en œuvre et l'exécution de groupements de commandes ou relatives aux procédures d'achat groupé.
18. Conclure des conventions de partage et de mise à disposition de moyens.
19. Prendre toute décision concernant la constitution, la mise en œuvre et l'exécution de procédures d'appel à manifestation d'intérêt pour les besoins de la CoVe seuls ou bien partagés avec des communes membres.
20. Saisir et consulter pour avis la commission consultative des services publics locaux sur :

- 1° Tout projet de délégation de service public, avant que l'assemblée délibérante ou l'organe délibérant se prononce dans les conditions prévues par la loi ;
- 2° Tout projet de création d'une régie dotée de l'autonomie financière, avant la décision portant création de la régie ;
- 3° Tout projet de partenariat avant que l'assemblée délibérante ou l'organe délibérant ne se prononce dans les conditions prévues par la loi;
- 4° Tout projet de participation du service de l'eau ou de l'assainissement à un programme de recherche et de développement, avant la décision d'y engager le service.

Juridique et assurances

- 21. Intenter au nom de la CoVe les actions en justice ou défendre la CoVe dans les actions intentées contre elle, y compris la constitution de partie civile, en toutes matières et devant toutes les juridictions administratives, judiciaires ou pénales, quel qu'en soit le degré ; tout référé devant tout juge,
- 22. Transiger avec les tiers dans la limite de 5 000 €.
- 23. Passer les contrats d'assurances et accepter toutes les indemnités de sinistres.
- 24. Régler les conséquences dommageables de tous les accidents dans lesquels sont impliqués des véhicules ou des ayants-droits de la CoVe.
- 25. Fixer les rémunérations et régler les frais et honoraires d'avocats, notaires, avoués, huissiers de justice et experts.

Patrimoine et domanialité

- 26. Arrêter et modifier les conditions d'affectation, d'occupation ou de location, constitutives ou non de droits réels, des biens meubles ou immeubles utilisés par les services communautaires, et procéder à tous les actes de délimitation des propriétés intercommunales.
- 27. Conclure et signer toute convention ayant pour objet l'établissement de servitudes au profit ou à la charge de parcelles appartenant à la CoVe, ainsi que de servitudes sur des parcelles appartenant à des tiers.
- 28. Signer les procès-verbaux de transfert des biens meubles et immeubles prévus aux articles L1321-1 et suivants du code général des collectivités territoriales.
- 29. Etablir, signer et déposer toutes les demandes correspondant aux autorisations d'urbanisme, notamment les permis de construire, d'aménager ou de démolir et les certificats d'urbanisme.
- 30. Décider de la conclusion et de la révision du louage des choses pour une durée n'excédant pas douze ans.
- 31. Délivrer les autorisations d'occupation du domaine public et du domaine privé de la CoVe.

32. Signer les contrats et conventions relatives à l'occupation du domaine public ou du domaine privé des personnes publiques, ou de la propriété des personnes privées, pour les besoins de la CoVe.
33. Décider l'aliénation de biens mobiliers à titre gratuit ou onéreux jusqu'à une valeur unitaire de 50 000 euros.
34. Accepter les dons et legs qui ne sont grevés d'aucune condition ou charges.
35. Fixer, dans les limites de l'estimation des services fiscaux, le montant des offres de la CoVe à notifier aux expropriés et répondre à leurs demandes.
36. Exercer, au nom de la CoVe, les droits de préemption définis par le code de l'urbanisme, que la CoVe en soit titulaire, directement ou par substitution, ou délégataire.
37. Réaliser tout acte d'acquisition, de cession et d'échanges immobiliers pour le compte de la CoVe dans une limite ne pouvant excéder 10 % du prix fixé par le service des domaines, lorsqu'en raison du montant de l'opération projetée, la consultation de ce service est obligatoire. Lorsque cet avis n'est pas obligatoire, la Présidente reçoit délégation pour tout acte d'acquisition, de cession et d'échanges immobiliers, lorsque les crédits sont prévus au budget, la Présidente étant libre de fixer le montant des acquisitions, cessions et échanges.

Article 2-1 : DE PRÉCISER que les décisions déléguées à la Présidente pourront être signées par un Vice-Président ou par un conseiller communautaire, agissant en vertu d'une délégation de fonction et de signature de la Présidente.

Article 2-2 : DE PRÉCISER que les décisions relatives aux attributions déléguées à la Présidente pourront être signées par le Directeur général des services, les Directeurs et les responsables de services, titulaires d'une due délégation de signature de la Présidente.

le secrétaire de séance,

Gérard Borgo



Pour extrait certifié conforme

Jacqueline Bouyac
Présidente de la CoVe

la Présidente,

Jacqueline Bouyac



En application des articles R.421-1 et suivants du Code de la Justice Administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères -CS 88010 - 30 941 Nîmes CEDEX 09 - Tél.: 04 66 27 37 00 - Fax: 04 66 36 27 86 - greffe.ta-nimes@juradm.fr) dans un délai de deux mois à compter de sa mise en ligne et de sa réception par le représentant de l'État. Le tribunal administratif peut aussi être saisi par l'application informatique "Télérécourse citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr